

64

LE MAGAZINE
DU DÉPARTEMENT
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
www.le64.fr  

10 ANS DE CIRCUITS
BONS ET COURTS

ÂGE : DES AIDES POUR
ADAPTER SON LOGEMENT

UNE CONVENTION D'ÉTAT
POUR MIEUX PROTÉGER
LES ENFANTS

ÉDUCATION

LE DÉPARTEMENT AUX CÔTÉS DES COLLÈGES





ÉDITO

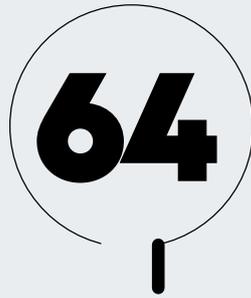
CONSTRUIRE ENSEMBLE

Le Département est le partenaire privilégié des collèges. Il l'est au quotidien comme dans les situations exceptionnelles. Depuis le mois de mars dernier, les services départementaux sont ainsi mobilisés aux côtés de ceux de l'Education nationale pour que la vie ordinaire puisse se poursuivre dans cette époque particulière. Grâce à un engagement collectif, grâce au sens des responsabilités des élèves et des familles, la rentrée s'est déroulée sans incident majeur. Notre devoir est aussi de prévenir. C'est ce que nous faisons, par exemple, en équipant d'ores et déjà les collégiens en matériel numérique afin qu'ils puissent travailler à distance en cas de nécessité.

Prévenir, c'est aussi ce qui guide la convention que nous venons de signer avec l'Etat dans le domaine de la protection de l'enfance, afin d'éviter au maximum les violences faites aux plus jeunes. Vous lirez également dans ces colonnes comment nos politiques pour l'habitat vous aident et vous invitent à anticiper l'adaptation de votre logement à la perte d'autonomie.

Notre volonté est aussi de mettre toutes les Pyrénées-Atlantiques en mouvement vers l'avenir. C'est ce que fait le programme Pyrénées, Territoires d'Innovation, qui encourage les transitions énergétique, agroécologique et numérique. Si elle est technologique, l'innovation est également sociale. C'est cette alliance qui est à l'œuvre dans la démarche Fenics, menée avec les habitants pour revitaliser les bourgs. Par ailleurs, notre premier budget participatif vient de recueillir 400 propositions citoyennes. Ce succès confirme la nécessité et l'envie commune de construire ensemble.

Jean-Jacques Lasserre,
Président du Conseil départemental
des Pyrénées-Atlantiques



SOMMAIRE

OCTOBRE - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2020 / NUMÉRO 86



4 **LES GENS D'ICI**
Cinq portraits d'habitants



6 **ÇA BOUGE EN P.-A. !**
Les bonnes nouvelles du département



12 **SOLIDARITÉ(S)**
Perte d'autonomie : des aides pour adapter son logement



15 **GRAND ANGLE**
Collèges : les devoirs de rentrée du Département



20 **TERRITOIRES**
Les habitants au cœur de la revitalisation des villages



28 **CULTURE(S)**
Des œuvres à voir sur les bâtiments publics

64 Édité par le Département des Pyrénées-Atlantiques – **Pau**: 64, avenue Jean Biray – 64058 Pau cedex 9 – Tél.: 05 59 11 46 64 – **Bayonne**: 4, allée des Platanes – 64104 Bayonne – Tél.: 05 59 46 50 50 – www.le64.fr – mag64@le64.fr – Directeur de la publication: Jean-Jacques Lasserre – Réalisé par la direction de la communication du Département des Pyrénées-Atlantiques – Coordination éditoriale: Vincent Faugère – Rédacteur en chef technique: Roland Denis – Photos: Jean-Marc Decompte, Anna Paul, agence Valeurs du Sud et AaDT 64 – Rédaction: Dircom64 et agence Valeurs du Sud – Impression: Maury Imprimeur, 45330 Malesherbes. Imprimé sur du papier PEFC dans le respect de l'Agenda 21 du Département des Pyrénées-Atlantiques – ISSN : 2269-398X – Dépôt légal: octobre 2020



LES GENS D'ICI

UN FONCTIONNAIRE RECONVERTI EN AGRICULTEUR, UNE CHEF D'ENTREPRISE AU SERVICE DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ, UN GLOBE-TROTTEUR INSTALLÉ THÉRAPEUTE ET UNE ARTISTE QUI ÉCUME LES SALONS... **QUATRE PORTRAITS D'HABITANTS DU DÉPARTEMENT.**



▀ COARRAZE. Guillaume Ryckboch, agriculteur.

Guillaume Ryckboch savoure ce qu'il qualifie de « reconversion heureuse ». À 38 ans, cet ingénieur agricole de formation a derrière lui une carrière de cadre dans la fonction publique territoriale en Béarn. Aujourd'hui, jeune agriculteur, il bichonne son élevage caprin, la Chèvrerie Henry IV, en s'appuyant sur les préceptes de l'agroécologie et du bien-être animal. « Il y a un fil conducteur entre ces deux vies. Fonctionnaire, j'avais le sentiment de rendre un service aux usagers. Désormais, je pense apporter une réponse aux consommateurs locaux en quête de produits sains et authentiques. » Les chèvres pâturent ici au grand air. Ce spectacle ravit les visiteurs. Et comble déjà de bonheur Guillaume Ryckboch.



▀ ARBÉRATS.

Clémence Bayle-Lasserre, chef d'entreprise.

Depuis le village d'Arbérats, près de Saint-Palais, Clémence Bayle-Lasserre apporte un service jusqu'ici non pourvu dans le Pays basque intérieur et le Béarn. Depuis un an, elle contribue à alléger le quotidien des infirmiers, infirmières, kinésithérapeutes et autres professionnels de santé, en prenant en main le volet administratif de ces libéraux. Un travail sur-mesure qui permet à ces professionnels de se consacrer pleinement à leurs patients. Pour la jeune mère de famille, jusqu'alors salariée dans une pharmacie, c'est un saut réussi dans le monde des travailleurs indépendants. Mais il faut aussi savoir s'aménager des temps de pause. Elle garde ainsi un jardin secret sur les hauteurs proches de Saint-Palais où elle aime se ressourcer.



► **MOUGUERRE.** Martine Pinsolle, peintre.

Elle expose partout en France, dans les salons, les galeries, les institutions culturelles. Elle s'est surtout fait un nom avec ses « Balnéaires ». Depuis la fin des années 2000, Martine Pinsolle peint des personnages dans des ambiances de bord de mer. À la douceur apparente de ces figures s'oppose la discipline de fer de la peintre installée à Mouguerre. La toile de jute où prennent vie les tableaux requiert un engagement physique afin que la peinture y pénètre. La rigueur technique, le trait maîtrisé de celle qui fréquente toujours assidûment l'École d'art de Bayonne confèrent à ses peintures une vibration singulière. Les collectionneurs ne s'y trompent pas et suivent de très près son travail.

► **CIBOURE.**

Philippe Armendariz, thérapeute.

La vie de Philippe Armendariz est un livre de voyage. Ce thérapeute installé à Ciboure a vécu aux États-Unis, au Pérou, en Afrique et en Asie. C'est en Inde qu'il s'est formé au maniement des bols chantants tibétains dont les vibrations apaisent le corps et en libèrent les tensions. « Depuis mon tout jeune âge, je suis sensible aux sons. Au travers de mes voyages, je me suis souvent intéressé à l'héritage sonore des cultures rencontrées. » De retour en Europe, Philippe Armendariz a souhaité parfaire sa formation auprès du maître européen de la discipline, Peter Hess. Dans son studio de bien-être baptisé Sonantara, il pratique aussi les massages ayurvédiques indiens.



ÇA BOUGE EN P.A!

UN BUDGET PARTICIPATIF QUI GÉNÈRE DES IDÉES CITOYENNES, DES SPECTACLES DANS LES CAFÉS DE CAMPAGNE, UNE ÉPICERIE PAYSANNE QUI OUVRE SES PORTES, DU SOUTIEN POUR L'AIDE ALIMENTAIRE, D'HEUREUX ABONNÉS À LA FIBRE OPTIQUE... **LES BONNES NOUVELLES DU DÉPARTEMENT.**

Retrouvez toute notre actualité sur le64.fr



Les jardins partagés arrivent parmi les créations de projets les plus sollicitées par les habitants. Ici, celui de l'association Graines de liberté, au pied des résidences Breuer, à Bayonne.

Photo Séb Cau

BUDGET PARTICIPATIF 64

LES PROJETS CITOYENS AU VOTE DES HABITANTS

Lancé en début d'été, le premier budget participatif du Département génère de l'enthousiasme. Ce sont 400 idées qui ont été déposées par les habitants des Pyrénées-Atlantiques entre le 1er juillet et le 21 septembre. Arrivent en tête les projets de création de jardins partagés, de plantation de forêts, d'aménagement de pistes cyclables et de dotation d'équipements de transport collectif pour des associations culturelles ou sportives. La tendance est donc à la biodiversité, aux nouvelles organisations sociales et à la mobilité. Passée cette première phase de dépôt d'idées, octobre a vu se dérouler une phase d'accompagnement. Chaque porteur d'idée a été contacté par un agent du Département. « Il s'agit de faire

en sorte que le projet proposé puisse se réaliser, notamment en s'assurant de sa maîtrise d'ouvrage et en vérifiant les dépenses éligibles. Notre rôle est ici de conseiller et d'encourager afin de mettre le maximum de monde sur les rails », résume Charlotte Mauré, chargée du budget participatif au Département. Cependant, les projets non-éligibles ne pourront être retenus. Mi-novembre, chaque porteur d'idée recevra un kit de communication qui lui permettra de faire connaître son projet. Le vote citoyen sera ensuite ouvert, en ligne, du 21 novembre au 4 janvier. Tous les habitants, dès 11 ans, peuvent y participer. Le Département consacrera 1,5 million d'euros au financement des projets élus. ■

www.budgetparticipatif64.fr

ARCHIVES

La plume des habitants

On lèvera des coins de voile sur la vie de Jeanne de Navarre, on prendra les courants ascendants des pionniers de l'aviation, on tremblera avec les enfants juifs cachés d'Arbonne ou l'on suivra le pas d'un fils de bonne famille parti



tenter l'aventure au Mexique. Les archives départementales ont invité leurs usagers à prendre la plume pour présenter un document de leur choix qui les a émus, surpris, amusés. Ces pépites oubliées sont à découvrir en ligne tous les mois, dès janvier. archives.le64.fr

MONTAGNE

Les stations se transforment

La station de Gourette, propriété du Département, a amorcé cet été le grand virage de sa modernisation. Cinq ans de travaux sont prévus, pour un montant de 27 millions d'euros. Déjà, un tout nouvel espace du Bézou s'offre aux débutants, avec ses tapis couverts à 1600 mètres d'altitude et sa vue sur le cirque. Le front de neige, lui, est délesté de la télécabine des Bosses, qui connaîtra un successeur en 2021. A La Pierre Saint-Martin, le domaine skiable est étendu de 10%. La combe du Pescamou est dotée d'un télécorde. Cet été, le « pass » multi-activités de la station a fait plus de 7700 heureux. La montagne change vraiment. Rendez-vous pour un dossier spécial dans notre prochain numéro.



TERRITOIRES

400 JEUNES AGRICULTEURS AIDÉS

Avec quelque 300 installations annuelles, les Pyrénées-Atlantiques se classent dans le trio de tête des départements français en matière de renouvellement des agriculteurs. Pour soutenir ces vocations, le Département apporte une aide au démarrage de ces activités agricoles. Cette intervention est régie par une convention avec la région Nouvelle-Aquitaine. Depuis février 2018, près de 400 dossiers d'aide à l'installation ont ainsi été traités pour un montant de 2,4 millions d'euros. Tous les jeunes agriculteurs n'en font pas la demande. Ce coup de pouce financier oscille entre 5000 et 6500 euros, somme qui présente l'avantage d'être rapidement mobilisable pour la trésorerie.

CIRCUITS COURTS

Une épicerie paysanne référence 40 producteurs

Connu pour son château et ses bonnes tables, le charmant village béarnais de Morlanne a vu éclore en février dernier un magasin de produits fermiers : L'Épicentre paysan. On trouve ici légumes et fruits de saison, crèmerie, viandes, conserves, fromages, jus de fruits, miels, thés, tisanes ou encore savon et cosmétiques.

Cinq agriculteurs ont donné naissance à cette épicerie des plus soignées. Ils ont mené un long travail de réflexion et de prospection. Ils ont ainsi référencé pas moins de 40 producteurs installés dans un rayon de 30 kilomètres. Aux côtés d'une vendeuse, tous les associés se relaient pour tenir le magasin. Les clients apprécient cette proximité autant que les valeurs défendues par L'Épicentre

paysan : exploitations à taille humaine, bien-être animal, vente directe, juste rémunération des producteurs, absence d'OGM. Tous les produits présentés à la vente respectent les critères de durabilité fixés par le cahier des charges. « *Le magasin occupe aussi un rôle dans le maintien du lien social. En ce sens, il est la suite logique du marché hebdomadaire de Morlanne, lancé en 2006, et qui est aussi très apprécié* », souligne Nicolas Langlade, l'un des créateurs de l'Épicentre paysan. Pour ouvrir ses portes, le magasin a bénéficié du soutien du Département, de France Active Aquitaine, du programme européen Leader ainsi que de la Confédération paysanne. Situé en bordure de la route de Sault-de-Navailles, il est ouvert du mardi après-midi au samedi après-midi. ■



Une cliente de L'Épicentre paysan, ici avec Nicolas Langlade et Jean-Marc Bedoura, deux des cinq agriculteurs associés qui ont créé le magasin de Morlanne.

BIODIVERSITÉ

Stop aux herbes de la pampa

Leurs inflorescences blanches, en forme de queue de renard, se balancent au bout de longues tiges. Ces romantiques herbes de la pampa sont des espèces exotiques envahissantes. Comme la renouée du Japon et l'arbre à papillons,



elles sont nuisibles en matière de biodiversité et de sécurité des routes. Le Département mène des expérimentations pour canaliser ces espèces, notamment dans les espaces naturels sensibles. Il s'attaque aujourd'hui aux bords des routes. Les agents des antennes techniques sont actuellement spécialement formés à cette lutte.

Où va le vivant ?

On les appelle les sentinelles du climat. Ces espèces sont sensibles aux modifications de leur environnement. Dans le département, on trouve parmi elles l'azuré de la pulmonaire, le bourdon des Pyrénées, le muguet ou la callune. Elles sont étudiées par les spécialistes qui s'intéressent aux effets du changement climatique sur la biodiversité. Le Département participe à ce programme scientifique participatif mené en Nouvelle-Aquitaine par l'association Cistude nature. Tous les habitants peuvent y prendre part. Une exposition, « Climat : quel avenir pour le vivant ? », se tient sur ce thème jusqu'en avril au Muséum de Bordeaux. sentinelles-climat.org

SOLIDARITÉ

UN SOUTIEN À L'AIDE ALIMENTAIRE

Les associations de l'aide alimentaire distribuent plus de 2 millions de repas chaque année dans le département. Depuis le début de la crise sanitaire, elles poursuivent leur travail. Ce soutien aux personnes les plus démunies est apporté grâce à la présence des bénévoles habituels. Pendant la période de confinement, d'autres citoyens, et notamment des jeunes, ont également offert leurs services. La banque alimentaire du Pays basque et la banque alimentaire du Béarn et de la Soule sont les deux structures qui collectent les denrées dans les Pyrénées-Atlantiques. Elles redistribuent ensuite ces produits à 65 associations locales qui sont en lien, sur le terrain, avec les bénéficiaires. Tous ces acteurs associatifs sont signataires d'une charte qui précise les rôles et objectifs de

chacun. Dans ce cadre, le Département soutient financièrement les banques alimentaires, les épiceries sociales et toutes les grandes organisations caritatives. Ces derniers mois, ces associations ont vu le nombre de leurs usagers augmenter. Alors que la traditionnelle période de collecte publique doit avoir lieu fin novembre dans les grandes surfaces, la banque alimentaire tire la sonnette d'alarme et attire l'attention sur la baisse de ses stocks de produits secs : pâtes, riz, farines, sucre... C'est dans ce contexte que le Département a voté dernièrement une subvention exceptionnelle de soutien de 20 000 euros à chacune des banques alimentaires des Pyrénées-Atlantiques, ainsi que 10 000 euros aux Restos du Cœur. Dès le début de la crise sanitaire, le Département avait également procédé à des dons de masques à ces structures essentielles de la solidarité. ■



Entrepôt de stockage, à Pau.
La banque alimentaire des Pyrénées-Atlantiques alerte sur la baisse de réserves de produits secs avant la collecte publique qui aura lieu fin novembre.

SERVICE PUBLIC L'engagement réciproque

C'est un engagement réciproque entre les services départementaux de la solidarité et de l'insertion (SDSel) et leurs usagers. Les premiers s'engagent à fournir aux seconds le meilleur accueil possible, à limiter leur temps d'attente, à les écouter, les informer et les orienter. Le métier des agents du Département est d'accompagner, pas de « se faire agresser ». C'est ce que rappelle la campagne de communication actuellement en cours dans tous les SDSel. Les affiches invitent aussi à éteindre son téléphone en salle d'attente ou en rendez-vous. Elles expliquent par ailleurs comment vos données personnelles sont protégées. Le respect, c'est mutuel.

INSERTION Retrouver la confiance



À Oloron-Sainte-Marie, en octobre, des personnes en parcours d'insertion ont participé à un chantier de restauration et de « relookage » de meubles animé par les Compagnons bâtisseurs, le SDSel du Haut-Béarn et le centre social La-Haüt. Au travers de l'apprentissage de techniques de base, c'est de confiance en soi dont il était question. Ces femmes et ces hommes éloignés de l'emploi ont aussi côtoyé d'autres participants, retraités ou salariés venus pour la connaissance et l'échange. Une initiative du centre social La-Haüt et du Département pour rompre l'isolement.

Jérôme Tapie, nouvel abonné, chez lui à Sauvagnon :
« La fibre me facilite le télétravail. Du point de vue des loisirs, mes filles en profitent aussi. »



NUMÉRIQUE

Cette fibre optique qui change la vie

Le Département s'est engagé dans un vaste chantier de création d'un réseau de communication à très haut débit pour l'ensemble des Pyrénées-Atlantiques. Il s'est fixé pour objectif de rendre 100% du territoire éligible à la fibre optique en 2023. Dans le cadre d'une délégation de service public, la construction du réseau a été confiée à THD64, une filiale de SFR. Le suivi des travaux est assuré par La Fibre64, syndicat mixte ouvert représentant les collectivités territoriales. Au final, 226 500 prises seront mises en place. On devrait atteindre les 68 000 unités à la fin de l'année.

Là où les connexions les plus faibles se situent aujourd'hui aux alentours de deux mégabits par seconde, la fibre offre un débit pouvant aller jusqu'à 1000 mégabits.

Le très haut débit change le quotidien des habitants. Jérôme Tapie, résidant à Sauvagnon, est un

de ces nouveaux abonnés à la fibre. Informaticien de profession, il alterne présence au bureau et télétravail à domicile. « *Je suis l'administrateur de l'informatique dans mon entreprise et j'ai besoin de prendre le contrôle des différents serveurs, de dépanner à distance mes collègues, de mettre en ligne ou de télécharger des documents qui sont assez lourds. J'avais jusqu'alors une offre ADSL de cinq mégas qui était très insuffisante et j'attendais avec impatience l'arrivée de la fibre. Je suis passé à 500 mégas, ce qui fluidifie considérablement mon travail* », témoigne-t-il. Mais il n'y a pas que le travail dans la vie. « *La fibre, c'est aussi bien mieux du point de vue des loisirs avec mes filles qui profitent également de cette qualité de connexion. La fibre va aussi me permettre d'interagir à distance beaucoup plus facilement sur l'éclairage, le chauffage ou la vidéosurveillance de ma maison.* » ■ lafibre64.fr

CULTURE

Le mélange des webs d'accès)s(

Depuis 20 ans, l'association accès)s(scrute les cultures électroniques et la création numérique dans les arts visuels, la musique, le spectacle vivant, entre autres. Sous l'intitulé Melting point*, son festival 2020 explore les tendances et l'incroyable diversité de la création sur le web. On y voit des œuvres en ligne, des sculptures connectées, une fresque interactive, une youtubeuse excentrique, une sélection de films ou on y écoute une lecture d'Alain Damasio.

L'exposition centrale de Melting point* est visible au Bel ordinaire, à Billère, jusqu'au 12 décembre.

acces-s.org

Lacaze : l'art en partage

Son festival, en été à Salies-de-Béarn, est un incontournable des arts de rue.

« *Agitateur de curiosités* » et « *acteur éco-responsable* », Lacaze aux sottises pratique l'itinérance toute l'année. En novembre, Eysus et Préchacq-Navarrenx sont ainsi au théâtre avec « *France profonde* » et « *Le dressing de Rosemonde* ». En décembre, Bougarber accueille Olaph Nichte pour sa « *conférence pas comme les autres* » d'astrophysique du quotidien, tandis que Baigts-de-Béarn découvre l'ambitieux projet Mu.e., écrit pendant trois ans avec des adolescents. A Orion, l'association ouvre aussi à tous un tiers-lieu et un éco-lieu très actifs.

lacaze-aux-sottises.org



TERRITOIRES

LES CAFÉS DU SPECTACLE

La musique, le théâtre ou la danse ne sont pas le privilège des villes. Dans les campagnes aussi, des cafés proposent régulièrement des spectacles vivants. D'Arros-de-Nay à Larressore, de Bilhères-en-Ossau aux Aldudes, ils sont 14 lieux désormais fédérés sous la bannière de l'opération Carnet de bals, initiée par l'association Cac 64 et soutenue par le Département. De quoi s'agit-il ? D'apporter des facilités à chacune de ces petites scènes, en leur ouvrant notamment des carnets d'adresse de programmation. Pour cette saison 2020-2021, trois à cinq dates sont prévues dans chaque lieu, dès ce mois d'octobre. Ces rendez-vous sont dépendants des contraintes liées au coronavirus. Le programme mis à jour sur www.le64.fr



CONVENTION

UN PAS DE PLUS POUR PROTÉGER LES ENFANTS

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE EST VENU À PAU SIGNER UNE CONVENTION AVEC LE DÉPARTEMENT. OBJECTIF : RENFORCER LA PRÉVENTION.

C'est un geste fort. Adrien Taquet, le secrétaire d'État chargé de l'enfance et de la famille, a fait le déplacement à Pau le 18 septembre dernier pour signer avec le Département la convention relative à la stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance 2020-2022. Avec un maître-mot : tout faire pour prévenir les dangers qui pèsent sur les enfants, qu'ils proviennent de conditions de vie et d'éducation dégradées ou de violences psychologiques et physiques (lire « 64 », n° 85). Pour marquer cette volonté et l'illustrer par l'exemple, Adrien Taquet avait choisi de rendre visite à l'unité pluridisciplinaire Epicea du centre hospitalier des Pyrénées (CHP). Cette équipe mobile de pédopsychiatrie se déplace dans tout le Béarn et toute la Soule. Un service similaire sera créé prochainement pour le Pays basque. Avec une telle prise en charge, des hospitalisations d'enfants et d'adolescents sont évitées. « On mesure ici la valeur et la puissance des experts », a rendu hommage Adrien Taquet après s'être entretenu avec les professionnels hospitaliers, dont il a également salué « les actions concrètes et opérationnelles ». La toute nouvelle contractualisation entre l'État et le Département va permettre de mobiliser quelque 2,2 millions d'euros pour les Pyrénées-Atlantiques, « sommes qui permettront d'agir plus précocement ». « Nous savons que les inégalités sociales se forment dès la petite

enfance », a résumé Adrien Taquet. Les deux parties s'engagent entre autres à renforcer l'intervention de la PMI en réalisant notamment 20 % d'entretiens prénataux précoces, à raccourcir les délais d'évaluation des situations à risque, à mieux accompagner les enfants protégés en situation de handicap, à intégrer la participation des enfants à l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE), ou encore à créer 40 nouvelles places d'accueil en fratrie à l'horizon 2022, places qui limiteront les séparations des frères et des sœurs.

« Toute une politique actée »

Après une consultation menée en 2019 auprès de tous les acteurs départementaux de la protection de l'enfance, l'État a mis en place une stratégie nationale. Stratégie aujourd'hui déclinée à l'échelle des départements au travers de contractualisations. Dans un premier temps, 30 départements, sur 62 candidatures, ont été retenus, dont les Pyrénées-Atlantiques. Quarante autres suivront. « Des disparités territoriales existent et c'est pour cette raison que nous voulons réaffirmer les engagements de l'État », a souligné Adrien Taquet. « Nous nous félicitons d'avoir été retenus pour cette contractualisation. C'est tout l'engagement départemental pour cette politique à laquelle nous consacrons un budget annuel de 80 mil-

lions d'euros qui est aujourd'hui valorisé et reconnu », s'est réjoui pour sa part le président du Conseil départemental, Jean-Jacques Lasserre. Le Département développe notamment des actions de prévention précoce, inscrites dans son schéma Enfance, famille, prévention, santé adopté pour la période 2019-2023.

« Nous avons besoin de réformer la protection de l'enfance, avec de nouveaux indicateurs, en définissant de nouvelles normes », a aussi avancé Adrien Taquet. D'où la volonté d'encourager les initiatives locales en matière d'expérimentation et d'innovation, comme celles qui sont menées dans les Pyrénées-Atlantiques en matière de recueil d'informations préoccupantes et d'accueil des mineurs. ■

► 1750 ENFANTS CONFIEÉS AU DÉPARTEMENT

Chaque année, 3 600 enfants et jeunes majeurs sont suivis par les services de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Ils sont 1750 à bénéficier d'une mesure de placement, prononcée par la justice ou l'administration. Pour les accueillir, le Département dispose de 800 places en hébergements diversifiés. Il salue par ailleurs 340 assistantes et assistants familiaux qui assurent un accueil à leur domicile. Il prend également en charge l'évaluation et l'accompagnement de près de 500 mineurs non accompagnés.



Le secrétaire d'État Adrien Taquet lors de sa venue à Pau, au centre hospitalier des Pyrénées, en septembre dernier pour la signature d'une convention.

AVEC L'ÂGE, PENSEZ À ANTICIPER L'ADAPTATION DE VOTRE LOGEMENT

AVEC LE PROGRAMME BIEN CHEZ SOI, LE DÉPARTEMENT FINANCE LES TRAVAUX DES LOGEMENTS DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE.

Avec l'âge, deux ou trois marches à l'entrée de la maison peuvent devenir une difficulté, surtout lorsqu'il s'agit par exemple de les franchir avec son caddie rempli de courses. Dans la salle de bain, enjambrer la baignoire peut également être moins aisé qu'il n'y paraît. Et une glissade ou une chute peuvent avoir de graves conséquences. Dans le cadre de son programme Bien chez soi, le Département finance l'adaptation des logements à ces petits tracés liés à la perte d'autonomie. Les personnes peuvent ainsi continuer à vivre chez elle. *« Aujourd'hui, c'est trop souvent au dernier moment que les familles nous demandent d'intervenir, quand un problème réel surgit pour la personne concernée, notamment à la sortie d'une hospitalisation. Il faut donc faire en sorte que ces travaux d'adaptation des logements soient anticipés »*, explique Claude Olive, vice-

président du Conseil départemental, délégué à l'habitat et au logement. Ces aides concernent les logements de plus de 15 ans. Elles sont ouvertes à tous les locataires et propriétaires occupants de 60 ans et plus. En fonction des revenus du bénéficiaire, les travaux peuvent être pris en charge jusqu'à 100 % de leur montant total. Parmi les adaptations les plus souvent réalisées, on trouve l'aménagement d'une douche italienne (sans bac) dans la salle de bain ainsi que l'installation de rampes dans cette même salle d'eau ou dans les toilettes. Les autres

demandes récurrentes concernent l'accessibilité des logements et l'installation de monte-escaliers. A noter que la demande de subvention de travaux peut être effectuée par un locataire. Quel que soit le besoin d'adaptation, un conseiller du Département répond à vos questions et vous accompagne dans vos démarches. ■

Adapter son logement au handicap. Le programme Bien chez soi prend également en charge l'adaptation des logements de plus de cinq ans au handicap des personnes.

Aides à la rénovation : jusqu'à 100 %

Le programme départemental Bien chez soi aide les propriétaires modestes à rénover leur logement, qu'ils en soient occupants ou qu'ils s'engagent à le louer dans le cadre de loyers conventionnés. Les logements éligibles doivent avoir plus de 15 ans. Les aides accordées sont soumises à condition de ressources. Les subventions sont accordées pour deux grandes catégories de travaux : d'une part la lutte contre l'habitat dégradé (électricité, chauffage, sanitaires, charpente, couverture...), et d'autre part l'amélioration de la performance énergétique (isolation, menuiseries, chauffage, VMC...).

Les financements publics pour la rénovation de l'habitat sont aujourd'hui renforcés. Ce sont jusqu'à 100 % du montant des travaux, dans la limite d'un plafond, qui peuvent être subventionnés. Afin de remettre sur le marché les logements inoccupés, de nouvelles dispositions permettent

aux propriétaires bailleurs de bénéficier d'une défiscalisation de 85 % de leurs revenus locatifs. Cette mesure est notamment soumise à l'engagement d'une mise en location de neuf ans à loyer modéré et à la mise en gestion du logement auprès des agences immobilières sociales (AIS) Soliha Béarn-Bigorre ou Soliha Pays basque. Ces AIS assurent une gestion professionnelle de qualité et accompagnent le propriétaire. Surtout, elles offrent à ce dernier une garantie en cas de loyer impayé. ■

La force du partenariat. Piloté par le Département, le programme Bien chez soi mobilise financièrement l'Agence nationale de l'habitat (Anah), Action logement, le Département, les intercommunalités, les caisses de retraite, la Caisse d'allocation familiale (Caf), Procvivis et la fondation Abbé-Pierre.



Les travaux pour adapter les logements aux petits tracés de l'âge ou au handicap peuvent être pris en charge à 100 % par le Département.



LE PROGRAMME BIEN CHEZ SOI

Pour les LOGEMENTS DE PLUS DE 15 ANS situés hors de la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées et hors de la communauté d'agglomération Pays basque *



Propriétaire occupant

vos ressources sont modestes

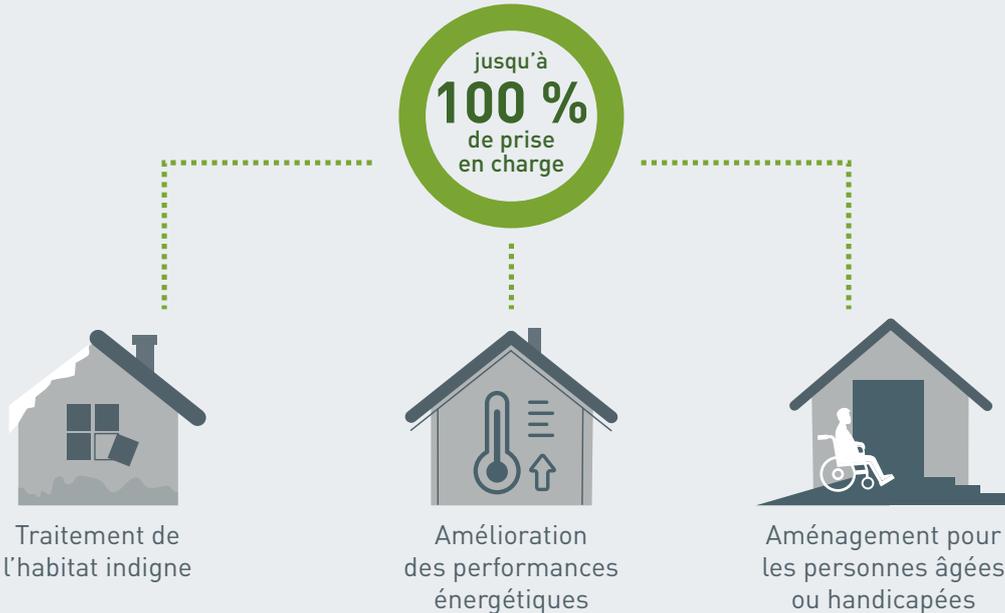
(ex: revenu fiscal de référence inférieur à 27 896 € pour 1 foyer de 2 personnes)



Propriétaire bailleur

vous vous engagez à pratiquer un loyer conventionné social ou très social

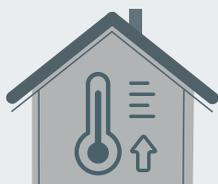
LE DÉPARTEMENT VOUS AIDE POUR VOS TRAVAUX



jusqu'à
100 %
de prise en charge



Traitement de l'habitat indigne



Amélioration des performances énergétiques



Aménagement pour les personnes âgées ou handicapées

Un technicien vous accompagne **gratuitement** dans toutes vos démarches

APPELEZ LE DÉPARTEMENT
AU 05 59 11 43 75 ou 05 59 11 44 23



* Habitants de la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées : contactez la Maison de l'habitat au 05 59 82 58 60
Habitants de la communauté d'agglomération Pays basque : contactez la CAPB, direction de l'habitat, service du parc privé au 05 59 44 72 72



LANGUE BASQUE

Spacejunk: gaur egungo irudiak

Baionar guziek ezagutzen dute Spacejunk, baina ez dakite borthaz. Elkarte horri zor zaio, adibidez, Points de vue «karrikako arteen» festibala. Badu lau urte, festibal horren karietara, nazioarteko artistak hiriko murruetan alimaleko obra grafikoak sortzera gomitatzen dituela. Horrela, hiriko paretetan, potret erraldoiak, obra figuratiboak eta abstraktuak eta begi keinu diskretuak agertzen dira. "Gomitatzen ditugun artistek herri ikonografatik zein arte klasikoaren historiari edaten dute eta gaurkotasunarekin elkarrengaitan dute", azaldu du elkarteak. Spacejungek helburu bat finkatu du: artea denen eskura ezartzea. Bakoitzak begia zorrotzu dezan, lau ezagutza-zirkuitu proposatzen ditu, etengabe, hirian. Horieta parte hartzeko, aski da izena ematea. Eremu publikoan ikusgai bada ere, Spacejunk lehen-lehenik arte galeria bat da. 2007az geroztik, Santa Katalina karrikan, erakusketak antolatzen ditu, urrik. Memento honetan, Shepard Ferey serigrafoaren erakusketak ikus daitezke (argazkia). Jendeak Hope izeneko Barack Obamaren potretari esker ezagutzen du Fereyren lana. Ondotik, azaroaren 20tik urtarrilaren 9ra, Cobia artistaren aldi izanen da. Umore probokatzailaz beteriko leloak dituzten afixak erakutsiko ditu, hots, garaiari eskaini behako kritiko bat.

Spacejunk : images actuelles

A Bayonne, la galerie Spacejunk expose des artistes de la mouvance « street art ». On y voit en ce moment une retrospective de Shepard Ferey (photo). En novembre, Cobia déroule ses affiches aux slogans provocateurs. Spacejunk organise aussi le festival Points de vue, qui habille la ville d'œuvres graphiques monumentales.

BÉARNAIS, GASCON, OCCITAN GRAPHIE CLASSIQUE

L'occitan a l'òra deu numeric

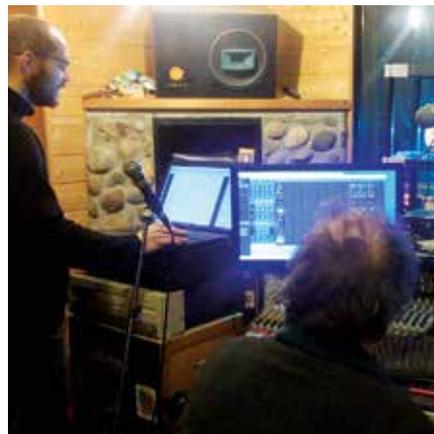
Desempuish 2011, Lo Congrès permanent de la lenga occitana que s'i hè entà produir aisinas lingüísticas numericas de referéncia entà contribuir a la vitalitat e preservar la qualitat de la lenga.

Au demiei de las aisinas numericas mei emplegadas, lo dictionari francés-occitan, las soas basas de dadas entà las expressions, las locucions e arreoers, un conjugador o enquèra un dictionari toponimic.

Ua de las missions mei colossaus deu Congrès qu'ei la velha scientifica qui realiza entà respòner aus besonhs deus locutors, usatgèrs e formators de la lenga occitana. Nombros actors e institucions qu'an soslinhat la necessitat de desvolopar las tecnologias lengatgèras tà l'adaptacion modèrna de la lenga e tà que posca perdurar dens aqueth environament en lo quau lo numeric e internet e son reis. Un còrpus lingüistic qu'ei a realizà's. Qu'ei dens l'encastre deu projecte europèu Linguatèc que lo Congrès e tribalha en cooperacion dab lo Bascoat e Aragon entà multiplicar las resorças e las aplicacions lingüísticas. Atau, los desvolopaires e lexicografes que s'encuentan de la reconeishença vocau. Que permeterà de har foncionar los assistants vocaus com Siri e Alexa e que facilitarà l'arrevirada e lo sostitolatge automatics.

L'occitan à l'heure numérique

Le Congrès permanent de la langue occitane développe des outils numériques au service de la conservation et de la diffusion linguistique. L'institution installée à Billère développe notamment des applications informatiques. Elle travaille actuellement sur une synthèse vocale destinée à l'espace public : transports, GPS, audioguides, etc.



GRAPHIE FÉBUSIENNE

Ûe espelide de flous e d'espoèr

À Agnos, dou coustat d'Aulorou, quàuquès flous natibes que bòlin disè : nabèth debut dens la bite.

Mautoucades per las segoutides de l'existéncia, oéyt persounes, hort loégn de l'emplèc, qu'aprènen à ha biéne aquères flous, gabidades per l'assouciaciou Estivade especialisade dens lous chantiès d'enserciou.

Aquèstè cop, l'originalitat que tién au moundè councernats qui, permou dous lous problèms particuliers, ne pòdin pas esta aydats per lous sistèmès abituaus. Aquèth chantiè, de loungue durade, que coumbièn au capadyè de cade persoune e que dèche cadû adapta-s tout dous au tribalh casalè.

Aperat Artemis 2020, aquèth nabèth proujèt qu'éy sustengut per lou Departamèn e finançat amasse per la Regiou e lou programe d'Europe « Leader Haut-Béarn ». Enta-u mia, Estivade qu'a demandat l'expertise dou « Conservatoire national des Pyrénées ». Ûe dedzée de flous que soun estades chausides, coum per edzèmplè, lou gauc, lou mançot ou la maube. Que seran, en seguide, benudes à tout lou moundè e tabé à las coumunes qui bòlin eslouri lous lous partèrres. En croumpant aquèstes flous de las Pirenées que poudèram mantèngue lou patrimòni naturau dou parsà tout en sustièné l'emplèc e l'enserciou.

Une éclosion de fleurs et d'espoir

À Agnos, près d'Oloron-Sainte-Marie, huit personnes très éloignées de l'emploi apprennent à cultiver des plantes pyrénéennes. Ce chantier d'insertion, adapté aux problématiques particulières des participants, est proposé par l'association Estivade. Les espèces endémiques cultivées seront ensuite proposées à la vente.



Dans la cour du collège Jeanne-d'Albret, à Pau.

Le Département a procédé à un don de 315 000 masques dans les collèges des Pyrénées-Atlantiques.

ÉDUCATION

AUX CÔTÉS DES COLLÈGES

Le Département accompagne les établissements en matière de protocoles sanitaires. Il est également un partenaire privilégié dans la mise en œuvre de projets éducatifs, afin d'offrir les meilleures conditions d'apprentissage et d'épanouissement à tous les élèves.

Jamaï les élèves ne se seront autant lavés les mains. Dans les collèges des Pyrénées-Atlantiques, l'usage du savon ou et du gel hydroalcoolique est devenu aussi familier que celui des stylos et des cahiers. Exemple à Jeanne-d'Albret, à Pau. Le passage au lavabo est obligatoire à l'entrée de l'établissement, lors de chaque changement de classe, au restaurant scolaire et bien sûr à chaque passage aux toilettes.

Le port du masque, lui, est entré dans les habitudes. « *Nous sommes tous masqués, sans exception, ce qui rend la probabilité de transmission du virus extrêmement faible. Surtout, cela nous permet de vivre les choses sereinement* », souligne le chef d'établissement, Nicolas Sambussy.

Lors de cette rentrée des classes 2020-2021, le Département a procédé à un don de 315 000 masques aux collèges des Pyrénées-Atlantiques. Chaque élève a ainsi reçu un lot de 10 masques lavables en tissu.

Sur la base des consignes de l'État et en partenariat avec les établissements, le Département a établi un nouveau protocole sanitaire pour la rentrée des collèges.

Le rôle indispensable des agents

Les agents techniques territoriaux (ATT) des collèges, salariés par le Département, sont les garants des normes d'hygiène exigées dans les bâtiments. Surfaces au sol, sanitaires et mobilier sont l'objet de toutes les attentions et de nettoyages multipliés. « *Il faut saluer l'engagement et l'important travail de la communauté des agents dont le rôle est indispensable* », rend hommage Nicolas Sambussy. « *Pour notre établissement, on estime à environ 8 000 euros le budget destiné aux produits d'hygiène et d'entretien et au matériel tel que les bornes et les distributeurs de gel rendus obligatoires par le protocole* », précise le responsable du collège Jeanne-d'Albret.

Si elles ont un coût financier, les contraintes sanitaires ont aussi un coût en temps. « *Nous organisons les contrôles dès*

49 COLLÈGES DANS LE 64

On compte 49 collèges publics et 38 collèges privés sous contrat d'association dans les Pyrénées-Atlantiques. Ces établissements accueillent respectivement 21 000 et 10 400 élèves. Le Département assure la gestion de 44 collèges publics, les cinq autres étant intégrés à des cités scolaires gérées par la région Nouvelle-Aquitaine.

32 MILLIONS D'EUROS POUR LA JEUNESSE

Le Département consacre un budget annuel de 32 millions d'euros à l'ensemble de ses politiques de l'éducation et de la jeunesse. Cette enveloppe comprend notamment l'entretien et la construction des bâtiments, la rémunération des 416 agents techniques en poste dans les établissements, les dotations de fonctionnement, les actions éducatives.

CE PROJET DONNE DU SENS AUX ACQUISITIONS FAITES EN CLASSE

Le matin, avec la présence de deux personnes à l'entrée du collège afin de prendre la température de chaque élève », cite en exemple Nicolas Sambussy. Le midi, au restaurant scolaire, un agent est désormais affecté à la préparation et distribution des couverts. La fermeture obligée du « salad bar » entraîne un surplus de temps de mise en place des entrées. « *Les protocoles créent des heures de travail supplémentaires* », reconnaît le chef cuisinier Rodolphe Guichard. « *On ne fait plus de pâtisseries ou de pain maison, mais on essaie d'offrir le plus large choix possible et surtout de maintenir la qualité* », poursuit le responsable de restauration dont le service est auréolé du label national Ecocert En cuisine. Cette certification valorise les cantines qui intègrent des produits issus de l'agriculture biologique, locaux, durables et sains. Elle couronne ici un degré d'exigence supplémentaire, le service de restauration de Jeanne-d'Albret étant déjà intégré au dispositif Manger bio&local, labels et terroir. Initié par le Département il y a 10 ans (lire aussi en page 24), ce dernier est aujourd'hui généralisé aux collèges publics. Sur l'ensemble des services de restauration départementaux des collèges, la part des produits locaux atteint en moyenne 24 % et celle des produits bio 17,5 %. Douze établissements sont labellisés Bio engagés, attestant d'un taux d'introduction de bio supérieur à 20 %, et huit possèdent le très exigeant label Ecocert évoqué plus haut. Par ailleurs, le Département délivre une aide à la restauration scolaire (ADRS) à 10 000 collégiens des Pyrénées-Atlantiques, ce qui permet de réduire jusqu'à 2,55 euros le prix du repas pour les boursiers. Des petits déjeuners sont également proposés dans les établissements. Ils sont financés par le Département dans le cadre des actions de soutien à une meilleure alimentation des élèves.

« S'exprimer plus librement »

Le Département est aussi le partenaire privilégié des collèges en matière d'actions éducatives. Il aide les établissements à mettre en œuvre des projets qui bénéficient à tous les élèves. Il élabore ainsi chaque année un Programme d'actions éducatives pour les collégiens (PAEC). Les établissements y trouvent une trentaine de propositions qui portent sur les thèmes de l'engagement citoyen, de la réussite éducative et des métiers, de l'épanouissement et du bien-être, et enfin de la découverte du territoire (lire en page 18).

Sandra Mauhourat et Evelyne Bourdelas, professeurs d'EPS et de mathématiques à Jeanne-d'Albret, ont choisi cette année de partir à la découverte de la montagne avec une



Des élèves du collège Jeanne-d'Albret se lavent les mains avant le déjeuner. Les passages obligatoires aux lavabos sont multipliés.



Des élèves du collège Endarra à Anglet. Le Département propose un catalogue de projets éducatifs aux établissements.

classe de 4^e. Intitulé Au-delà des cimes, ce projet est mené tout au long de l'année. Il comprend notamment deux jours en refuge ainsi que la pratique de sports de pleine nature comme le rafting, le kayak ou la spéléologie. Mais il est avant tout l'occasion de mettre en pratique l'enseignement théorique : les mathématiques via la cartographie et la météorologie, les sciences de la vie par l'étude de la faune, de la flore et de la géologie, ou encore le français par la rédaction d'un carnet de voyage. « *En touchant toutes les matières, ce projet donne du sens aux acquisitions faites en classe* », résume Evelyne Bourdelas. « *Sans oublier que dans un département comme le nôtre, 85% des élèves n'ont jamais été en montagne et qu'il est important de les sensibiliser à ce milieu qui peut aussi être dangereux* », complète Sandra Mauhourat.

Aurélien Jovy-Chabrol, professeur de sciences de la vie et de la terre (SVT), accompagne une classe de 6^e sur un projet de sensibilisation à la biodiversité. Entre sorties dans la nature et visite d'une ferme pédagogique, elle pourra « *balayer une grande partie du programme* ». L'enseignante pointe d'autres avantages. « *Etre dehors oblige les élèves à travailler leur savoir-être. C'est aussi l'occasion pour eux de s'exprimer plus librement, sans l'épée de Damoclès du parcours scolaire.* »

Tablettes et ordinateurs

Dans un même souci d'accompagnement au développement des élèves, les sections d'enseignement général professionnel adapté (Segpa) font l'objet d'une attention particulière. Le PAEC intègre des actions qui leur sont spécialement consacrées. « *Ces programmes nous apportent un plus en matière de citoyenneté et nous*

permettent de nous servir de ce qui nous entoure. Ils élargissent les expériences et permettent aux élèves de s'imprégner des choses », remarque pour sa part Marie-Hélène Lafosse, enseignante en Segpa. Elle mène avec des 3^e un projet de création de jardin du Moyen Âge. Les bénéfices pédagogiques de ces initiatives sont réels. Egalement enseignante de Segpa, Caroline Nicoud note qu'après une sortie de terrain, ses élèves « *n'ont jamais produit aussi rapidement une carte mentale* », signe de compréhension et d'acquisition de connaissances.

Le Département apporte une aide technique et financière aux projets du PAEC, en fonction de leurs modalités. Pour les collèges, ce soutien élargit l'éventail d'activités éducatives sans en reporter un coût discriminant sur les familles. « *Cela nous permet de doubler le nombre de projets et de nous assurer que chaque classe et donc chaque élève en bénéficie* », illustre Nicolas Sambussy pour le collège Jeanne-d'Albret.

Pour soutenir les collèges, le Département dote par ailleurs les établissements en matériel informatique, afin qu'ils puissent mettre en œuvre les projets numériques portés par les équipes éducatives. Les 49 collèges publics bénéficient ainsi d'un contrat avec la collectivité départementale. Ce sont ainsi quelque 5 500 ordinateurs, plus de 900 tablettes, 1700 vidéoprojecteurs et des accès à Internet qui sont fournis par le Département.

Dans une même perspective de solidarité et d'égalité des chances, le Département a acquis par précaution 250 tablettes numériques qui pourront être distribuées aux collégiens en cas de fermetures sanitaires de classes. De la même manière, il équipe d'ordinateurs, à leur domicile, 500 élèves boursiers. La continuité pédagogique pourra être assurée. ■



PAROLE D'ÉLUE

« **Tout au long de la crise, les services départementaux ont été aux côtés des établissements pour répondre à leurs questions, apporter un soutien technique et méthodologique, fournir aussi dans des délais très brefs les équipements nécessaires. Nous poursuivons, bien entendu, cet accompagnement. Par exemple, tout est mis en œuvre pour pouvoir donner des cours à distance si cela s'avère nécessaire et assurer ainsi une continuité pédagogique. Par ailleurs, en partenariat étroit avec l'Éducation nationale, le Département s'est engagé dans le développement et la mise en œuvre d'une politique éducative ambitieuse afin d'offrir à tous les collégiens les meilleures conditions possibles d'apprentissage, d'épanouissement et de réussite.** »

Véronique Lipsos-Sallenave,

Vice-présidente du Conseil départemental, déléguée à la jeunesse, au fonctionnement des collèges et à la vie des collégiens

L'agenda chamboulé des jeunes élus

Leur agenda a été chamboulé par le confinement et les contraintes sanitaires. Elus à la rentrée 2019, les 60 élèves de 5^e qui siègent au Conseil départemental des jeunes (CDJ) ont dû annuler toutes leurs rencontres prévues cette année. Ce qui ne les empêche pas de travailler à distance. En juin dernier, une partie d'entre eux a ainsi participé à une visioconférence avec Véronique Lipsos-Sallenave, Vice-présidente du Département. Répartis en cinq commissions, les jeunes élus planchent maintenant sur la mise en œuvre de leurs projets sur les thèmes de l'égalité filles-garçons, du sport santé, des loisirs de montagne, du bénévolat, du regard sur le vieillissement. Ils s'informent, réfléchissent, débattent, affinent les idées qu'ils devront mettre en œuvre avant la fin de leur mandat de deux ans, en 2021. Le premier Conseil départemental des jeunes (2017-2019)



avait remporté le grand prix de l'Association nationale des conseils de jeunes et d'enfants (Anacej) pour l'un de ses projets. Sous l'intitulé #Mes grands-parents connectés, les collégiens avaient organisé et animé des ateliers numériques pour des personnes âgées. Ils ont ainsi formé ces seniors à l'utilisation de tablettes, en privilégiant leurs centres d'intérêt comme la lecture ou le sport. ■

31 propositions d'épanouissement citoyen

C'est une mine d'idées. Élaboré par le Département, le Programme d'actions éducatives pour les collégiens (PAEC) décline 31 propositions de projets à mener par les classes durant l'année scolaire. Au chapitre de l'« Engagement citoyen », enseignants et élèves peuvent par exemple se sensibiliser aux enjeux de la citoyenneté numérique, devenir plus écoresponsables dans leur collège, changer leur regard sur le handicap, partir à la découverte des institutions et lieux de mémoire ou encore produire des formes artistiques qui explorent le thème de l'égalité entre filles et garçons. Dans la rubrique « Épanouissement et bien-être », on découvre

les arts et la culture scientifique, on va au cinéma, on parle basque et occitan, on rencontre des élèves d'Europe et on voyage à vélo. Il en reste encore. Sous l'intitulé « Découverte du territoire » on arpente les champs de la biodiversité et du développement durable, on apprend à connaître les risques en milieux naturels ou on frissonne de sensations en s'essayant aux sports de pleine nature. Enfin, dans les colonnes de la « Réussite éducative », on tourne avec ferveur les pages du Prix BD des collégiens, on rencontre des « pros » qui parlent de leur métier, on devient explorateur et chercheur en sciences. Quelle que soit l'action choisie, il n'est jamais question de simplement s'amuser, mais toujours de prendre du plaisir en apprenant. ■

Des investissements conséquents dans les bâtiments

Le Département assure l'entretien, la rénovation et la construction des collèges. L'an dernier, il a réévalué à 119 millions d'euros le plan pluriannuel d'investissement qu'il consacre à ces bâtiments. A terme, en 2027, ce plan aura permis de mettre aux normes, de sécuriser et de rendre accessible le patrimoine éducatif départemental. Trente-sept collèges vont ainsi faire l'objet d'importantes actions de restructuration et de mises aux normes. Cette année 2020 voit par exemple la fin des travaux d'aménagement des Cordeliers à Oloron-Sainte-Marie, la poursuite de la restructuration d'Endarra à Anglet ou encore le début des constructions des collèges d'Arette et de Pontacq. ■

L'école qui redonne leur chance aux 16-29 ans

Impliqué dans l'éducation, le Département l'est aussi dans l'insertion et dans la formation. Il a porté la création, en 2018, de l'École de la deuxième chance des Pyrénées-Atlantiques. Il en est le principal financeur. Cette structure, qui s'inscrit dans un réseau national labellisé, accueille les jeunes de 16 à 29 ans sans diplôme ni qualification et déscolarisés depuis au moins un an. « *Il s'agit de permettre à ces personnes de refaire surface, de retrouver le cours de la vie au travers d'une formation* », résume Bernard Dupont, conseiller départemental chargé de ce dossier. Sur une durée d'environ 7 mois, chaque jeune est accompagné de manière individualisée pour se remettre à niveau, se préparer aux entretiens, aux stages ou à l'emploi, quel que soit le métier envisagé. Des formations en alternance sont également mises en place. Plus d'une centaine d'entreprises sont déjà impliquées dans des actions avec l'École de la deuxième chance (E2C). Pour les jeunes, le parcours à l'E2C est gratuit et rémunéré par la région Nouvelle-Aquitaine. Les entrées à l'E2C sont prescrites par Pôle emploi ou par les missions locales.

« *La Covid nous a ralenti mais les relations de travail sont conservées à distance entre les élèves et une équipe de professionnels très bien rodée* », précise Bernard Dupont. L'école, qui dispose de deux sites, à Bayonne et Pau, ainsi que d'une antenne à Mourenx, affiche un taux de 60% de sorties positives.

Face à l'obligation de formation des jeunes jusqu'à leurs 18 ans et au besoin avéré des territoires, « *la réflexion avance aujourd'hui pour faire bénéficier chaque bassin d'emploi du département d'une présence de l'E2C* », fait savoir Bernard Dupont. ■

« Un socle d'actions pour l'avenir de nos jeunes »

Rencontre avec Jean-Jacques Lasserre, président du Conseil départemental, après une rentrée scolaire marquée par des conditions sanitaires inhabituelles.

Comment le Conseil départemental a-t-il géré cette rentrée scolaire dans des conditions sanitaires exceptionnelles ?

Jean-Jacques Lasserre. Pour avoir vécu la reprise des cours après le confinement, au printemps dernier, nous savions que nous devions tout mettre en œuvre pour faciliter cette rentrée scolaire. Car nous avons repéré des signes inquiétants de rupture dans le parcours scolaire. Il était donc important que la rentrée soit apaisée, pour les collégiens mais aussi pour les parents. Une rentrée la plus normale possible. Ainsi le Département a mis tous les moyens possibles pour faciliter cette rentrée, comme l'Éducation nationale l'a fait de son côté. Nous avons mobilisé nos agents, nos collaborateurs afin de mettre en place une organisation qui tienne compte des exigences sanitaires, je pense tout particulièrement à la question de la restauration. L'investissement de nos équipes a permis une rentrée sans problème.

Le Département investit dans la réfection, dans la construction de collèges. Est-ce à vos yeux un vecteur de développement des territoires ?

J.-J. L. Un collège est avant tout le gage du maintien de la vie dans les territoires. Dans l'esprit des personnes qui viennent s'installer dans notre département, la question des écoles et des collèges pour leurs enfants est prioritaire. C'est pourquoi, en effet, l'offre éducative est primordiale. La création de collèges, si elle



Jean-Jacques Lasserre en visite au collège Marguerite-de-Navarre à Pau.

est importante dans le développement de nos territoires, est fondamentale pour l'accession à la formation de base. Le collège est un lieu d'épanouissement, le socle d'actions fondamentales pour l'avenir de nos jeunes.

Le Conseil départemental, à travers de multiples actions, avec son Conseil départemental des jeunes notamment, engage le collégien sur le chemin de la citoyenneté. Vous semblez très attaché à cette démarche...

J.-J. L. On constate souvent qu'à travers les jeunes on véhicule jusqu'au sein de la sphère familiale certaines préoccupations. C'est pourquoi, il nous paraît important de proposer aux jeunes, aux adolescents, d'aborder certains sujets de société, comme les questions environnementales. L'éducation à la citoyenneté est une bonne base dans l'éducation des jeunes. Elle doit permettre d'évoquer des questions difficiles comme l'émergence de la violence. Le Conseil départemental des jeunes est effectivement un espace de réflexion et d'actions pour nos

collégiens. Nous avons, sans doute, d'autres actions à imaginer sur ce chemin de l'éducation à la citoyenneté.

Vous insistez aussi sur la nécessité de ne laisser aucun jeune au bord du chemin. Comment y parvenez-vous ?

J.-J. L. Je suis très attentif, effectivement, à ce que nous ne laissions personne au bord du chemin, qu'il s'agisse des jeunes ou des adultes. Or, il arrive que des jeunes aient l'impression de ne pas être sur la bonne voie. C'est là qu'existe le risque d'une dérive. Dans ce cas, bien souvent, il faut proposer une formation plus tardive. C'est l'ambition de l'École de la deuxième chance que nous avons créée dans ce département. L'ambition est de venir en aide à ceux qui ont décroché pour des raisons multiples : orientation inadaptée, accident de la vie ou encore une offre éducative pas adaptée. L'École de la deuxième chance tente de donner à certains jeunes le goût de l'effort, ce que notre société ne réussit pas toujours à faire. ■

**LE DÉPARTEMENT
A MIS TOUS LES
MOYENS POSSIBLES
POUR FACILITER
CETTE RENTRÉE**

L'AVENIR DES VILLAGES PAR CEUX QUI Y VIVENT

Le Département poursuit le programme Fenics d'accompagnement à la revitalisation des communes rurales. Avec pour grands principes la participation citoyenne et l'innovation.



À Sauveterre-de-Béarn, grâce au projet Fenics, les habitants ont élaboré un nouveau sens de circulation qui met en valeur les richesses du patrimoine.

Comment voyez-vous votre village dans 20 ans ? » C'est pour répondre à cette question que les habitants de Bidarray se sont retrouvés au printemps 2019. Cet exercice inédit de démocratie participative s'inscrivait dans le cadre du programme Fenics, porté par le Département.

A l'invitation du maire Jean-Michel Anchordoquy, tout le village a été convié à une série d'ateliers où la parole a pu s'exprimer librement. « Dès le premier rendez-vous, nous avons été saisis

par une séquence qui nous présentait Bidarray filmé depuis un drone. Cela peut paraître anodin. Pourtant, nous avons commencé à voir notre village autrement », témoigne Peio Jorajuria, habitant de la commune. Pour les habitants, le regard extérieur posé sur leur village par les professionnels qui animent le projet Fenics se révèle extrêmement précieux. « Ils ne sont pas arrivés avec une idée toute faite du devenir de notre commune. Ils nous ont livré des pistes de réflexion mais les solutions sont venues de nous », explique Brigitte Crouzat, habitante et

conseillère municipale. Au fil des ateliers, une question lancinante revient. Comment réunir la partie haute et la partie basse du village qui ne communiquent guère ? « À travers le témoignage des uns et des autres, toute une histoire méconnue a émergé. On s'est rendu compte de la richesse cachée de Bidarray, telle que des maisons anciennes remarquables et des personnages historiques. Petit à petit, une idée a vu le jour. Un parcours de découverte, avec des points de repère, qui puisse relier la partie basse et la partie haute », poursuit Brigitte Crouzat.

La vidéo tient un rôle primordial dans la démarche de Fenics. Si elle fonctionne comme un outil technique grâce notamment à ses prises de vues aériennes, elle est surtout un révélateur et un catalyseur. Avant chaque atelier, une équipe d'Aldudarrak Bideo vient filmer et interroger les habitants dans la rue et sur les marchés. Ces micros-trottoirs délient la parole, la précisent. Les réunions de travail sont de même enregistrées dans une optique d'émulation.

Fenics renverse la manière de concevoir l'aménagement du territoire. Ici, les décisions ne viennent pas d'en haut. « *Quand les collectivités avaient une idée de projet, elles faisaient le choix de prestataires puis le mettaient en œuvre. À l'appui de cette expérience, nos politiques publiques se feront à l'avenir avec beaucoup plus d'appropriation citoyenne* », souligne Thomas Zellner, responsable Ingénierie et développement des territoires au Conseil départemental. Lancé en 2016 dans quatre communes des Pyrénées-Atlantiques, Fenics est à l'origine de beaux projets. A Tardets, des appartements seront créés dans les vieux murs du château Daguerre, sur le principe d'une résidence mêlant les générations. Après une série de séances de travail collectif, conclue par des pique-niques écoresponsables, on a aussi décidé d'aménager des déambulations le long du Saison. Autre exemple : à Bedous, la réhabilitation de la gare ferroviaire a été l'occasion pour les habitants de participer à des chantiers d'apprentissage de rénovation avec des matériaux bio-sourcés, afin de pouvoir ensuite reproduire ces techniques.

Sens de circulation

Dans les villes, petites ou grandes, le sens de circulation en voiture est souvent un sujet épineux. À Sauveterre-de-Béarn, un nouveau sens de circulation est entré en vigueur dans le courant de l'été 2020. Discuté par les habitants dans le cadre de Fenics, il permet aujourd'hui d'embrasser plus efficacement la richesse de la cité béarnaise.

Le premier atelier Fenics a créé la surprise : par son nombre élevé de participants et par la convergence sur les aménagements à réaliser afin de rendre la cité plus attractive. « *À titre personnel, j'ai déjà eu l'occasion de vivre une expérience de démocratie participative dans une autre région. Malheureusement, la parole des citoyens n'a jamais pesé. Ici, c'est du concret et même si tout n'a pas encore été mis en œuvre en raison de la crise sanitaire, la modification du*



Lors du programme Fenics, les habitants participent à des ateliers de travail sur l'avenir de leur commune.

sens de circulation représente déjà beaucoup », estime Natacha de Lutomsky, habitante de la commune béarnaise.

À Bidarray, la dynamique engendrée par Fenics a été utile pour dépasser l'isolement induit par le confinement. « *En conseil municipal, on se réfère souvent à la méthode employée durant l'expérience Fenics* », rappelle Brigitte Crouzat. Des paniers de producteurs se sont mis à circuler dans le village. Si les élus ont amorcé ce projet, ce sont ensuite les habitants eux-mêmes qui

l'ont pris en main en assurant permanences et distribution.

Fenics, au-delà des réalisations concrètes qu'il induit, fonctionne surtout comme un logiciel qui permet d'envisager différemment les politiques publiques et la vie de la cité. Comme le résume la maire de Tardets, Maïté Pitau, dont la commune a bénéficié du premier programme Fenics : « *Ça nous a permis de réinventer notre manière de vivre au village.* » ■

« **Fenics** », la vidéo : à voir sur le64.fr

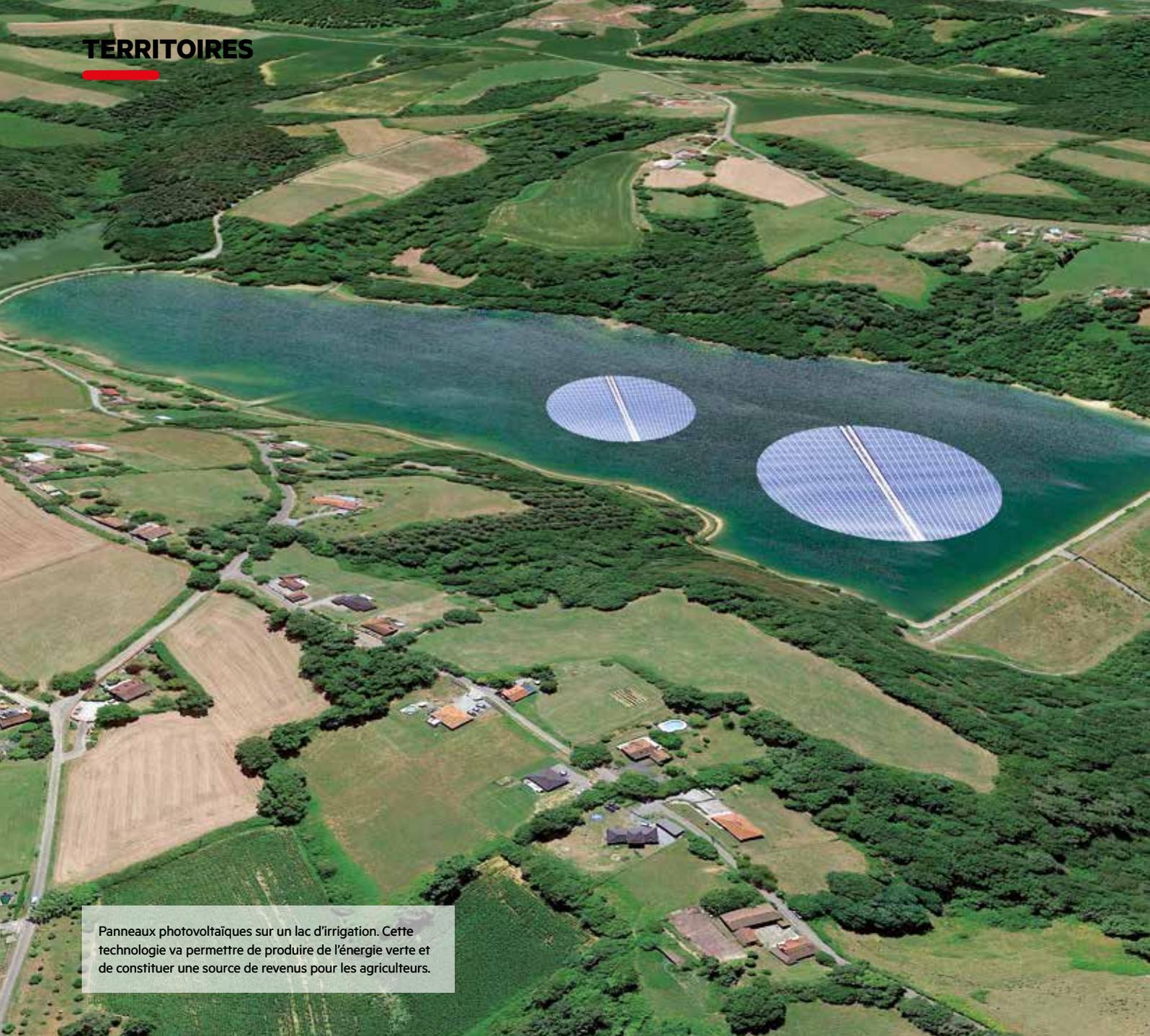
Catalyser l'innovation

Porté par le Département, le programme Fenics est soutenu par l'État dans le cadre du label Territoire catalyseur d'innovation. Il fonctionne comme un révélateur des idées et des atouts des territoires pour répondre aux besoins partagés des citoyens, en prenant en compte urbanisme, activités économiques et sociales, habitat, mobilité, tourisme, culture... Ce dispositif auquel sont associés tous les acteurs locaux, entend donner aux territoires des clés durables de bien-vivre ensemble. Il est ouvert, sur candidature, aux communes de 500 à 2000 habitants.

Structures d'ingénierie

Le programme Fenics fonctionne sur le principe d'ateliers auxquels sont conviés habitants, associations, élus.

Ces temps de rencontre et de réflexion sont animés par des structures d'ingénierie : Département, Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) des Pyrénées-Atlantiques, Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (Audap), Agence d'attractivité et de développement touristiques Béarn Pays-basque (AADT 64), Etablissement public foncier local (EPFL) Béarn-Pyrénées et Pays basque.



Panneaux photovoltaïques sur un lac d'irrigation. Cette technologie va permettre de produire de l'énergie verte et de constituer une source de revenus pour les agriculteurs.

INNOVATION

LE SOLAIRE SE LÈVE SUR L'AGRICULTURE

Porté par le programme d'investissement Les Pyrénées, Territoires d'Innovation, le projet TeRa 64 développe notamment une technologie qui permettra l'installation de panneaux photovoltaïques sur des retenues d'eau destinées à l'irrigation agricole.

Les lacs d'arrosage des Pyrénées-Atlantiques sont le théâtre d'une expérimentation technologique pionnière dans le Sud-Ouest. Ils devraient d'ici quelques mois produire de l'électricité grâce à des panneaux photovoltaïques flottants. C'est l'un des volets d'un projet plus large baptisé TeRa 64.

Dans le département, les retenues collinaires occupent une place majeure dans l'irrigation des cultures durant l'été. Une pratique indispensable qui nécessite de l'électricité, notamment pour le fonctionnement des pompes. Pour alléger cette facture énergétique, les agriculteurs imaginent donc aujourd'hui de produire et de revendre une électricité issue du solaire flottant. Cette technologie a l'avantage de mettre à profit des surfaces disponibles inutilisées. La chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques et le Groupement des agriculteurs irrigants du 64 sont à l'œuvre.

« La revente d'électricité permettrait aussi de couvrir les dépenses importantes occasionnées par l'entretien des lacs d'arrosage », explique Pierre-Jean Couty, conseiller du groupement des irrigants. L'intention de ces agriculteurs n'est pas de recouvrir de panneaux tous les plans d'eau privés. Le projet concerne 10 à 15 hectares sur les centaines que représentent les lacs d'arrosage.

Pour mettre en œuvre ce projet, les agriculteurs irrigants et la chambre d'agriculture ont fait appel à la recherche scientifique. Le laboratoire de thermique, énergétique et procédés de l'université de Pau (UPPA) élabore la structure support des panneaux photovoltaïques. Une affaire complexe. Car ce qui est devenu une formalité sur une surface plane habituelle est une tout autre histoire sur un plan d'eau. « Les chercheurs élaborent un prototype qui puisse s'adapter à des variations de niveau des lacs pouvant aller jusqu'à 7 ou 8 mètres en période d'arrosage », pointe Pierre-Jean Couty. Les agriculteurs envisagent de mettre en œuvre le projet dans trois lacs au nord du Béarn, dès 2022.

Un complément de revenus

Le deuxième volet du projet TeRa 64 porte sur le photovoltaïque sur toiture. Il vise à accompagner 120 éleveurs de blonde d'Aquitaine. « Ces éleveurs étaient souvent prêts à se lancer, mais ne l'ont pas fait. Soit parce que les coûts de raccordement au transformateur étaient trop élevés, soit parce que les surfaces ou l'orientation des toitures ne débouchaient pas sur un investissement rentable. Nous avons souhaité bâtir un projet qui leur permette de dépasser ces obstacles et d'avoir un complément de revenus de l'ordre de 300 euros à 500 euros par mois », précise Guy Estrade, président du Groupement des agriculteurs irrigants du 64. Dans un premier temps, l'intervention technique du Syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques



PAROLE D'ÉLU

« Le programme d'investissement mené par le Département et ses partenaires est essentiel pour nos territoires ruraux. Il va leur permettre, au travers de solutions technologiques innovantes, de développer des pratiques qui seront à la fois plus vertueuses pour l'environnement et qui seront source de nouvelles activités économiques. C'est le cas du projet TeRa 64. Il va apporter un peu d'oxygène à un secteur agricole dont on sait la fragilité et les difficultés. Le photovoltaïque flottant, qui utilise des surfaces immédiatement disponibles, va permettre de produire une électricité verte tout en réduisant les coûts supportés par les irrigants. Grâce à l'innovation technologique, on exploite les ressources du territoire au bénéfice du territoire. »

Charles Pelanne,

Vice-président du Conseil départemental, délégué au développement et à l'attractivité du territoire



Vincent Basta, Julien Elissondo et Jean-Pierre Estanguet, membres du Groupement des agriculteurs irrigants du 64, associés au projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur des retenues d'eau, comme ici le lac d'Arzacq.

(Sdapa) vise à diminuer les coûts de raccordement. Puis, c'est la force du nombre qui doit permettre aux éleveurs, de concert avec leurs collègues agriculteurs irrigants, de grouper leurs achats de panneaux photovoltaïques et de faire baisser la facture de près de 30 % par rapport à un achat individuel.

Des panneaux dans les cultures

Le dernier volet du projet est celui de la filière miscanthus, une plante exotique très résistante, combinée à des panneaux photovoltaïques à même le champ. On entre ici dans l'agrivoltaïsme. Facile à produire, le miscanthus est employé comme litière pour les animaux d'élevage. Il apporte une réponse à l'envolée des prix de la paille en période de sécheresse. « On peut très bien faire cohabiter des panneaux solaires verticaux et des pieds de miscanthus dans un même champ. Aussi, le miscanthus ne nécessite pas d'apports chimiques, ce qui est un autre atout dans des zones de captage d'eau », analyse Thierry Péré, directeur adjoint de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques. Une phase de test est à l'étude sur une dizaine d'hectares. ■

www.innopy.fr

22 actions innovantes pour les Pyrénées

TeRa 64 est l'une des 22 actions lauréates du vaste plan d'investissement Les Pyrénées, Territoires d'Innovation. D'un montant de 127 millions d'euros, ce programme est piloté par le Département et ses partenaires publics et privés. Ses actions ont démarré dès 2019 et participent aux transitions énergétique, agro-écologique et numérique.



ALIMENTATION

10 ANS DE BON GOÛT DANS LES CANTINES

Avec la démarche Manger bio&local, labels et terroir, le Département a fait entrer les circuits courts dans les services de restauration des collèges. Les élèves prennent plaisir à manger et les cuisiniers retrouvent le sourire.

Que font, dans les assiettes des collégiens, la truite bio, l'agneau de lait des Pyrénées labellisé ou les fruits et légumes de saison issus des producteurs du terroir ? Réponse : une révolution alimentaire. Longtemps synonyme de moue des élèves et de gaspillage, les services de restauration scolaire mettent désormais l'eau à la bouche. En l'espace de 10 ans, dans les Pyrénées-Atlantiques, l'ensemble des 41 collèges publics

dont le Conseil départemental gère les services de restauration, a intégré le dispositif Manger bio&local, labels et terroir. C'est-à-dire qu'ils sont passés à un approvisionnement régulier en produits de qualité, issus de circuits courts et cuisinés ensuite dans chaque établissement. Et cela change tout. Les élèves ont repris goût à leur cantine et découvert de nouvelles saveurs. La preuve est qu'ils en laissent beaucoup moins sur leur plateau. Au cours de l'année 2018, 50 tonnes de déchets alimentaires ont ainsi été

épargnés dans 15 collèges. De leur côté, les chefs de cuisine et leurs équipes ont retrouvé de l'appétit pour leur métier.

Des prix stables

Ce changement ne s'est pas opéré en un claquement de doigts. Dans les collèges, il a fallu tout l'engagement et la détermination des chefs d'établissement, des adjoints gestionnaires et des cuisiniers. Passer d'un seul grossiste à des



À Monein, on a d'ores et déjà atteint les objectifs de la loi Egalim qui impose, avant le 1^{er} janvier 2022, 20% de produits bio et 50% de produits durables et locaux.

producteurs locaux qui livrent à tour de rôle la viande, les produits laitiers, les fruits et les légumes, nécessite de modifier toute une organisation. « C'est aussi plus de temps passé en amont à éplucher les légumes et à les travailler. Mais au final, quand on arrive à faire que les élèves se régalaient d'un gratin de courgette ou de chou-fleur, nous aussi nous avons le sourire », témoigne Natacha Sarthoulet, responsable de la restauration au collège de Monein. Et le prix dans tout ça ? Pour réussir sa révolution, la restauration scolaire dans les collèges ne pouvait pas se permettre une hausse du prix des repas. Dans la plupart des établissements, ces prix sont restés stables voire ont baissé de quelques centimes. « Nous sommes passés d'un repas à 2,03 € il y a 8 ans à 1,96 € aujourd'hui », donne en exemple Stéphane Rusch, responsable de restauration au collège de La Hourquie, à Morlaàs.

Le Département des Pyrénées-Atlantiques a créé son dispositif en 2010. Il faisait alors partie des premiers en France à se lancer dans un tel pari. Fort de sa réussite et de son expérience dans les collèges, il propose désormais un accompagnement aux communes désireuses de rejoindre cette démarche. Aujourd'hui, 49 écoles primaires et 22 crèches goûtent les vertus de ces filières courtes. La grande table de la démarche Manger bio&local, labels et terroir n'en finit pas d'accueillir de nouveaux convives. ■



PAROLE D'ÉLUE

« Ancrée dans le quotidien des collèges, où elle continue de se développer, la démarche Manger bio&local, labels et terroir entre désormais dans les crèches, les écoles et les Ehpad. Cet essaimage est des plus importants car il permet notamment d'étendre tout le travail de sensibilisation que nous menons pour une alimentation plus saine. A ce titre, nous avons aussi intégré cette notion de bienfait alimentaire et de santé dans nos autres politiques départementales qui touchent par exemple à l'enfance, à la famille ou au sport santé. Un autre succès du dispositif est qu'il sécurise des emplois dans le secteur des productions agricoles. On estime à 2,1 millions d'euros les retombées économiques de la démarche pour notre territoire. »

Sandrine Lafargue,
Conseillère départementale déléguée à l'Agenda 21 et au développement durable



Quelque 170 producteurs et artisans des métiers de bouche fournissent les établissements engagés dans la démarche.

25 000 convives

Avec les collèges, les écoles et les crèches, ainsi que les Ehpad et les foyers pour adultes handicapés, ce sont 25 000 personnes qui ont accès chaque jour, dans le département, à une restauration collective de qualité.

170 fournisseurs

Ils sont 170 producteurs et artisans des métiers de bouche des Pyrénées-Atlantiques à livrer chaque jour les établissements scolaires engagés dans la démarche départementale.

20% de bio en 2022

La loi Egalim, promulguée en 2018, imposera aux services de restauration collective publique une part de 20% de produits issus de l'agriculture biologique et 50% de produits durables et locaux au 1^{er} janvier 2022.



Yann Cornen : données à voir

Le responsable de la mission Valorisation de la donnée travaille avec son équipe à rendre publique et utilisable l'information générée par la collectivité.

Responsable de la mission Valorisation de la donnée. Pour le non-initié, ce titre peut paraître bien ésotérique. Pourtant, Yann Cornen insiste sur ce point : son travail est vraiment au service du public. Son rôle essentiel est d'aider les services départementaux à partager leurs données. Mais ce travail n'est qu'un préalable : la finalité est de rendre communicables toutes les données publiques pour que tous les citoyens se les approprient.

La première façon de valoriser les données produites par le Département, c'est de les mettre à disposition du public sur le portail « open data » de la collectivité (<https://data.le64.fr>), portail sur lequel il est possible de consulter des informations mises en ligne par le Département sur des thèmes variés (social, environnement, éducation, sport...), selon des représentations variées également : cartes, diagrammes, tableaux. Cette publication de données est d'ailleurs obligatoire pour toutes les collectivités territoriales.

« Cet outil est intéressant pour donner accès à toutes les informations publiques qui concernent le territoire départemental, même quand elles ne relèvent pas directement de nos politiques. » Ainsi peut-on par exemple trouver sur ce site la liste des pharmacies du département ou les résultats des lycées au baccalauréat. Et Yann Cornen a encore des idées pour enrichir ce portail : *« Je suis en train de rassembler les informations pour proposer une carte des défibrillateurs des Pyrénées-Atlantiques ou celle*

des bornes de rechargement pour les véhicules électriques. » Il reste toujours à l'écoute des suggestions des utilisateurs sur les informations ou les thématiques qui les intéresseraient. Chaque citoyen peut faire des propositions à l'adresse opendata@le64.fr.

Une équipe aux profils variés

Cette mise à disposition de données suppose un important travail en amont, qui reste invisible : « *Il faut que les données soient propres, justes et à jour* ». Yann Cornen s'emploie précisément à aider les services du Département à générer des données de bonne qualité, à les structurer efficacement.

Il se doit aussi d'être force de proposition pour suggérer des mises en forme judicieuses des informations. Il évoque la création par son équipe d'un outil qui montre sur une carte les actions de prévention mises en place sur le territoire par des associations en lien avec la direction de l'autonomie du Département. Il insiste sur le rôle majeur de ses collaborateurs dans cette démarche : « *C'est parce que nous sommes une équipe avec des profils variés que nous pouvons proposer la réponse la mieux adaptée aux besoins des services.* »

« *Une part importante de notre travail est de diminuer la surproduction de saisie d'une même donnée* », explique l'ingénieur. Il serait en effet facile dans une institution comme le Département que deux services conservent les mêmes informations chacun de son côté. Yann mentionne comme exemple une base de données mise en place pour conserver les coordonnées de tous les partenaires publics et privés qui travaillent avec la direction générale adjointe des solidarités humaines. L'ajout et la mise à jour des contacts sont assurés par le secrétariat de direction. Tous les services de cette direction générale peuvent ainsi accéder à des données mutualisées.

Autre mission importante : Yann Cornen est le délégué à la protection des données personnelles du Département. C'est une tâche exigeante : il s'agit de savoir quelles sont les données personnelles d'utilisateurs collectées et traitées par les services départementaux et de veiller à ce qu'elles soient bien protégées. « *Je ne suis pas le responsable du traitement, précise-t-il, mais je joue le rôle de lien entre les services et la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).* » ■



Bio express

Originaire du Finistère, Yann Cornen fait ses études de biologie moléculaire et de physiologie cellulaire en Bretagne. Il obtient un DESS Eau, santé, environnement. Après un stage en hydrologie à l'Ifremer, à Nantes, il décide de s'inscrire à l'Ecole privée des techniques géographiques pour l'environnement (EPTAGE) à Toulouse, pour se former sur les systèmes d'information géographiques (SIG). Après plusieurs années dans des bureaux d'études, il rejoint le Département en 2002 comme chargé de mission SIG environnement. Il devient responsable de la mission Valorisation de la donnée en 2017.

La mission Valorisation de la donnée

La mission Valorisation de la donnée compte six agents, dont Yann Cornen. Même si la plupart ont une formation initiale de géomaticiens, ils ont exercé leur activité dans différents domaines et dans différentes directions du Département, comme l'action sociale ou les routes. Cette richesse de profils leur permet de bien comprendre les besoins des services, de leur apporter une réponse adaptée et une véritable aide à la décision, grâce à un travail d'équipe.



« Nous ne travaillerons jamais ensemble »

Yann Cornen se souvient amusé de la remarque d'un collègue qui travaille à la reconquête des milieux naturels dégradés. Ce collègue lui avait dit : « Nous ne travaillerons jamais ensemble, le SIG ne peut rien apporter à mon travail. » Après discussions et expérimentations, ils ont cependant mis en place une démarche innovante. A la manière d'archéologues, ils déterminent les emprises suspectes en remontant le temps à partir d'images aériennes. Ce qui permet ensuite de sonder plus efficacement les espaces de décharges sauvages et les réhabiliter. « Ce collègue est devenu le meilleur ambassadeur du SIG. »



Au collège Marracq, à Bayonne, lors de l'inauguration de l'œuvre interactive de Julien de Casablanca et Philippe Boisnard. Chaque création s'intègre à l'environnement du site ou se connecte à son histoire.

ESPACE PUBLIC

L'ART PREND LES MURS

Le Département a demandé à 13 artistes de réaliser des œuvres sur des bâtiments lui appartenant. Treize sites sont concernés. Ouvrez l'œil.

Rarement on aura regardé un paravalanche avec autant d'attention. Rarement y aura-t-on pris autant de plaisir. Aux Eaux-Bonnes, sur la route départementale 918 qui monte vers la station de Gourette, l'artiste plasticien Damien Auriault transfigure cette colossale structure de béton en une œuvre qui se révèle aux automobilistes, cyclistes et marcheurs. Juché sur une nacelle, à l'aide d'un outil qu'il a lui-même confectionné, Damien Auriault applique avec une infinie précision les lignes de peinture caractéristiques de son travail. « Cette création de grande envergure est inspirée de l'environnement de la commune des Eaux-bonnes et des massifs qui l'entourent. Elle évoque un paysage de montagne entre

figuration et abstraction », explique l'artiste. À l'autre bout du département, à Ciboure, ce sont les blocs de renforcement de la digue de Socoa qui ont tapé dans l'œil d'Anne-Laure Boyer. L'artiste a transformé l'un de ces énormes parallélépipèdes de béton en ex-voto maritime, « pour conjurer les catastrophes naturelles et rendre hommage aux efforts des hommes », dit-elle. Inspirée par l'histoire locale et les traditions, elle a créé des bas-reliefs sur chacune des faces. Pour ce travail, elle s'est immergée dans la communauté des marins pêcheurs dont elle a recueilli les témoignages. Avec Anne-Laure Boyer et Damien Auriault, c'est un total de 13 artistes qui ont répondu à l'appel lancé par le Département dans le cadre de l'opération Art dans l'espace public. Treize*

créations seront ainsi visibles pour longtemps et par tout le monde. Dans toutes les Pyrénées-Atlantiques, c'est le patrimoine bâti appartenant au Département qui sert de support aux plasticiens. Ici un collège, là une ancienne gare de tramway, là-bas un service de la solidarité et de l'insertion (SDSeI)... Avec cette contrainte d'intégrer ou de connecter ces propositions artistiques à l'histoire et à l'environnement du site. « Nous ne voulions pas d'une démarche sous cloche, dénuée de lien avec le monde extérieur », rappelle Aurélie Hivet, de la direction départementale de la culture.

Autre commande du Département : que les artistes tissent des relations avec les habitants autour de leur travail. C'est ce que fait de manière directe Tio Balouz. À Saint-Jean-Le-Vieux, il

peint les murs de l'unité technique départementale et du SDSel. Les motifs sont géométriques et les couleurs, jaune et vert, vives. « *J'ai gardé une partie de la fresque à remplir par les habitants, à la bombe de peinture. L'appropriation de l'œuvre n'en est que facilitée et chacun apporte concrètement sa pierre à l'édifice* », se réjouit-il. Au collège Marracq, à Bayonne, Julien de Casabianca a puisé dans la collection du musée Bonnat-Helleu. Il a choisi une toile de Léon Bonnat chargée de symboles : « *Jupiter foudroyant les Vices* ». Il en a réalisé un tirage monumental sur papier. Avec l'aide des collégiens, Julien de Casabianca l'a apposée sur la façade du gymnase de l'établissement scolaire. Ce n'est pas tout. L'artiste programmeur Philippe Boisnard a développé un scénario interactif. On y accède depuis son smartphone. Il suffit de s'installer devant la gigantesque reproduction de la toile du peintre bayonnais. Cette œuvre « *illustre le rôle de pont que joue la culture qui, se nourrissant du passé, s'ancre dans le présent et permet d'inventer l'avenir* », résume Philippe Bousquet, principal du collège Marracq, saluant également un projet « *qui a le mérite de faire sortir les œuvres dans la rue* ». ■

* A noter que deux œuvres sont créées chacune par deux artistes tandis que deux autres artistes réalisent chacun deux œuvres.

Où voir les œuvres ?

Les communes et les sites de l'opération départementale Art dans l'espace public : Artigueloutan (gare de tramway), Bayonne (collège Marracq et SDSel Adour-BAB), Ciboure (port de Socoa), Eaux-Bonnes (paravalanche de la RD 918), Arette (station de La Pierre Saint-Martin), Laruns (abri de raccordement optique), Pau (bibliothèque départementale de prêt), Poey-de-Lescar (abri de raccordement optique), Saint-Etienne-de-Baïgorry (unité technique départementale), Saint-Jean-le-Vieux (unité technique départementale), Saint-Palais (rond-point de la RD 933), Tardets (collège Pierre-Jauréguy). Toutes les précisions sur www.le64.fr

Les artistes

Damien Auriault, Tio Balouz, Philippe Boisnard, Anne-Laure Boyer, Sophie Canillac, Julien de Casabianca, Julien Celdran, Eric Gouret, Maryka Gysbers, Béranger Laymond, Matias Mata, Natacha Sansoz, Jeanne Tzaut.

Installation de l'œuvre d'Éric Gouret (à droite sur la photo) au SDSel Adour-BAB à Bayonne.



A Saint-Etienne-de-Baïgorry. C'est le patrimoine bâti appartenant au Département, ici une unité technique, qui sert de support aux plasticiens.



Le Département a demandé aux artistes de tisser des relations avec les habitants autour de leur travail. Ici à Saint-Jean-le-Vieux.



► Groupe Forces 64 Nos collégiens, notre ambition

Une société se doit d'être attentive à sa jeunesse. Le Département détient une compétence majeure envers les collégiens. Durant la crise sanitaire que nous traversons, chacun aura pu mesurer combien l'Exécutif a fait le choix d'agir vite, par un protocole sanitaire rigoureux, la mise à disposition d'outils nécessaires au travail à distance, la remise pour chaque collégien de masques lavables. Ainsi, accompagner les collégiens dans ces périodes incertaines n'est pas une compétence mais un devoir. Le Conseil départemental, sous l'impulsion du Président Jean-Jacques Lasserre, mène une politique volontariste pour que chacun étudie dans des conditions optimales propices à son émancipation. Ces conditions passent par des collèges accueillants, réhabilités, entretenus. Le programme pluriannuel d'investissement d'un montant de 119,3 millions d'euros est indéniablement la marque de notre volonté d'offrir aux collégiens des locaux modernes, préalable nécessaire à leur épanouissement. Nous aidons par ailleurs les établissements à se doter de matériel numérique afin qu'aucun de nos jeunes ne soit éloigné des outils de communication essentiels. L'ambition du Département passe également par des offres éducatives fortes qui participent à l'ouverture d'esprit de nos collégiens ; la sensibilisation à l'égalité hommes-femmes, l'inclusion pour porter un autre regard sur le handicap, l'environnement, l'engagement citoyen. Plus qu'une compétence, c'est bien une responsabilité essentielle que le Département exerce sur la construction citoyenne de notre jeunesse basque et béarnaise.

**André Arribes et les élus
du groupe Forces 64**

► Groupe de la droite républicaine Être élève...

Être élève au collège est le début d'une nouvelle aventure ; on passe dans la cour des grands. On fait un pas supplémentaire dans l'apprentissage. Celui des matières mais aussi celui de la vie. Car le Département n'investit pas dans les collèges simplement parce qu'ils sont l'une de ses compétences mais parce qu'il croit indispensable cette étape dans la construction des élèves. C'est la raison pour laquelle il a souhaité développer un certain nombre de programmes d'actions éducatives, en partenariat avec l'Éducation nationale et parfois aussi des associations, pour que chacun puisse devenir citoyen à l'écoute du monde et de son environnement, mais aussi prendre confiance et développer l'estime de soi et le respect des autres. Se structurer et structurer sa pensée ouvrent un avenir. C'est ainsi que la majorité départementale conçoit la présence de l'institution dans les collèges, qu'ils soient privés ou publics. C'est aussi en permettant à chaque élève de disposer d'un enseignement au numérique, à chaque établissement de consolider l'offre technique nécessaire et en permettant l'accompagnement des classes virtuelles pour répondre à la crise sanitaire. Protéger les élèves mais aussi les enseignants et le personnel en première ligne dans l'entretien des espaces communs, avec les masques, en cette période, est une évidence. Préserver l'élève de l'ignorance en l'ouvrant sur le monde et les sujets d'aujourd'hui, en l'amenant à s'interroger, en innovant dans ces apprentissages... Telle est une autre évidence et le sens de la politique du Département en faveur des collèges et, plus précisément, en faveur de celles et ceux qui le pratiquent, sur tout son territoire.

**Max Brisson et le groupe
de la droite républicaine pour le 64**



► Groupe de la gauche La prévention contre « l'ensauvagement »

La tranquillité publique est un droit qui devrait être garanti à tous et qui se trouve au contraire malmenée par une montée des incivilités et même d'incidents plus graves encore. Nos territoires n'en sont évidemment pas épargnés. Pour faire oublier sa responsabilité en la matière, la majorité gouvernementale s'est abaissée à reprendre un terme qu'on aurait cru l'apanage de l'extrême-droite, dénonçant « l'ensauvagement de la société ». C'est évidemment se défausser de ses propres manquements.

Des manquements qui sont aussi ceux des exécutifs « Modem-En Marche » locaux : depuis 2015, la majorité départementale a amputé les moyens des structures de Prévention spécialisée, diminuant ainsi brutalement le nombre d'éducateurs de rue qui agissaient au quotidien dans les quartiers. Des assistants sociaux ont aussi été licenciés suite à la fermeture des lieux d'accompagnement pour les bénéficiaires du RSA. Depuis, le travail de ces professionnels du lien social manque cruellement pour œuvrer à l'apaisement des tensions.

Pendant tout notre mandat d'élus d'opposition, nous avons au contraire défendu le maintien et même le renforcement des politiques départementales de prévention, dans une certaine indifférence, il faut le reconnaître et le déplorer. Aujourd'hui, la réalité vient se rappeler à tous, à travers une dégradation largement observée ici et là, au prix parfois de drames. Plus que jamais, à côté du nécessaire renforcement de la police de proximité, nous disons notre volonté d'engager une véritable politique de prévention sur nos territoires, garante de la tranquillité de tous et du bien-vivre ensemble.

**Henri Etcheto et le groupe
de la gauche départementale**

Le Département des Pyrénées-Atlantiques met en place un nouveau dispositif d'art dans l'espace public qui se concrétise en 2020 par l'installation de 13 œuvres essaimées sur l'ensemble du territoire.

- Gare ancien Tramway, **ARTIGUELOUTAN**
- Service Départemental des Solidarités et de l'Insertion et Unité Technique Départementale, **SAINT-JEAN-LE-VIEUX**
- Blocs de Socoa, **CIBOURE**
- Protection Maternelle et Infantile du Service Départemental des Solidarités et de l'Insertion Adour-BAB, **BAYONNE**
- Unité Technique Départementale, **SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY**
- Paravalanche, **EAUX-BONNES**
- Collège Docteur Pierre-Jauréguy, **TARDETS**
- Giratoire, **SAINT-PALAIS / AICIRITS / BEHASQUE**
- Parvis à La Pierre Saint-Martin, **ARETTE**
- Collège Marracq, **BAYONNE**
- Bibliothèque départementale de prêt, **PAU**
- Nœud de Raccordement Optique, **POEY-DE-LESCAR**
- Nœud de Raccordement Optique, **LARUNS**

Art dans l'espace public

Artea eremu publikoan

Art dens l'espaci public



www.le64.fr



**PLUS D'ÉMOTION,
PLUS D'OUVERTURE**
CULTURE

SAISON
2020
2021

14 LIEUX
50 DATES



CARNET DE BAL

MUSIQUE
THÉÂTRE
DANSE

...

Arthez-de-Béarn Bar Le Pingouin Alternatif - Morlanne Casa Beroya
Poursiugues-Boucoue Brasseur Lescarré - Lombia L'Assoç Béarnaise
Arros-de-Nay Auberge Chez Lazare - Bilhères-en-Ossau Auberge Les Perchades
Béost Auberge Chez Trey - Salies-de-Béarn Café Lola
Carresse-Cassaber Bar Camy - Mauléon-Licharre Bar Chez Alain
Hasparren Brasseur Bob's Beer - Larressore Bar Restaurant Aldaburua
Les Aldudes Bar Alfaro Ostatua - Urrugne Bar Xaia

Création graphique : Studio Céline Ros

PROGRAMME SUR :
www.le64.fr
et  Association CAC 64

Mathieu Turon
Programmateur musical
(Le Pingouin Alternatif)

CAC Cabinet des
64 affaires
culturelles



VOTRE
PARTENAIRE
ÉVÈNEMENT